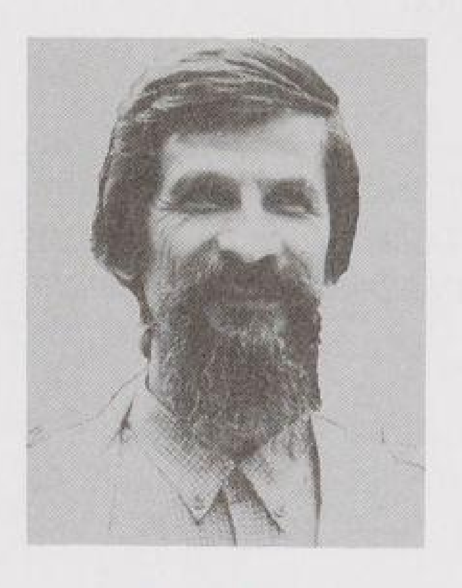
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 21 MARS 1993



Louise CARLY
47 ans
Agent spécialisée des Ecoles Maternelles Déléguée syndicale Maire-adjoint de Villefontaine



Michel RIVAL
50 ans
Instituteur Maire-adjoint de Nivolas-Vermelle
(suppléant)

CANDIDAT DE RASSEMBLEMENT DES FORCES DE PROGRES

présenté par le Parti Communiste Français

Madame, Monsieur,

Sans doute, comme beaucoup de ceux que j'ai rencontrés, vous êtes-vous interrogé face à la dégradation des conditions d'existence :
- pas une semaine ne se passe en Nord-Isère ou dans la Bièvre, sans que soient annoncés des licenciements et des fermetures d'entreprises (17.000 licenciements en un an dans le département) ;
- les services publics soumis aux contraintes de la rentabilité financière, au détriment des usagers. A la S.N.C.F. , par exemple, le tout T.G.V. a pour corollaire les suppressions de lignes, de trains, d'arrêts dans les gares. A l'hôpital, tel à Bourgoin, les suppressions d'emplois se réalisent au détriment de la qualité des soins et des conditions de travail du personnel ;
- le droit à la retraite à 60 ans, la protection sociale, menacés ;
- les difficultés pour se loger convenablement, alors que le bâtiment est une activité parmi les plus touchées par la crise ;
- les agriculteurs menacés dans leur existence même par l'application de la P.A.C., avec à la clé, la menace de la désertification des zones rurales ;
- la désespérance des jeunes : le quart des moins de 25 ans au chômage, et combien voués aux petits boulots, sans perspective d'avenir ?
- les inégalités sociales qui se creusent, l'insécurité qui s'étend.

Tout cela serait-il fatal ? Et faudrait-il s'y résigner, comme le suggèrent certains ?

Ce n'est pas là mon propos.

J'ai au contraire la conviction que les maux dont nous souffrons résultent des choix politiques déterminés et que, pour y remédier, il faut remettre ceux-ci en cause et prendre le mal à sa racine.

Il faut rompre avec la logique de la recherche à outrance de la rentabilité financière, faire place aux hommes, mettre l'économie à leur service, permettre ainsi la satisfaction de leurs besoins.

... Est-ce rêver que de vouloir pour chacun un emploi durable, convenablement rémunéré, permettant de se loger et de vivre dans les conditions de notre temps ?

Est-ce excessif de demander le droit à la santé et à la sécurité pour tous, de vouloir préserver et améliorer notre système de retraite, nos acquis sociaux ?

Est-ce déraisonnable de défendre les services publics et de demander qu'ils soient dotés de moyens de mieux répondre aux besoins des usagers ?

Est-ce utopique de vouloir développer le système éducatif afin d'offrir aux jeunes les débouchés d'avenir qu'ils souhaitent, et dont le pays a besoin ?

...Mais, me direz-vous, a-t-on les moyens de faire cela ?

Ma réponse est oui, sans hésitation.

Les moyens humains existent. Les bonds prodigieux des sciences et des techniques le rendent possible. Quant aux moyens financiers : la Bourse s'éclate, les profits flambent, l'argent ne manque pas pour certains. ...Mais encore, qui peut vouloir et réaliser de tels changements ?

Certes, je sais bien que le bilan désastreux de la politique conduite par le parti socialiste, en alliance dans le gouvernement avec des hommes de droite, conduit beau-

coup de ceux qui avaient placé leur espérance dans la victoire de la gauche en 1981, à douter aujourd'hui des possibilités de changement.

Au demeurant, les projets politiques de Michel Rocard, largement approuvés par les autres dirigeants du Parti Socialiste, visent à dissoudre celui-ci dans un conglomérat largement ouvert aux "centristes", autrement dit aux hommes de droite, dont l'expérience, y compris la plus récente, démontre qu'il serait vain d'en attendre qu'ils pratiquent une politique de gauche.

Mais, j'ai aussi la certitude que ce n'est pas du côté des représentants de la droite "pure et dure", qu'on peut attendre de tels changements.

En témoignent à la fois le bilan de leur politique passée, et aussi leur programme électoral, même si pour amadouer les électeurs, ils prennent la précaution de l'enrober de bonnes intentions.

En réalité, ils veulent avoir les mains libres pour aller beaucoup plus loin encore dans la voie de la destruction des acquis sociaux, de l'octroi de prébendes aux puissances financières, du démembrement des services publics, de l'accentuation des inégalités sociales.

Mieux vaudrait pour nous et pour notre pays, ne pas avoir à faire les frais d'une telle politique.

Quant aux organisations écologistes, nous partageons certes la préoccupation de la protection de l'environnement. Mais est-ce de cela qu'il s'agit quand leurs dirigeants, de Brice Lalonde à Dominique Voynet ou Antoine Waechter, entre deux valses hésitations, confient à qui veut les entendre leur disponibilité pour entrer dans un gouvernement de droite ?

J'observe aussi que, tant au Parti Socialiste, que chez les dirigeants des organisations écologistes, et chez ceux des partis de droite, on affirme vouloir poursuivre la mise en œuvre du Traité de Maastricht alors même que, à la lumière des événements survenus depuis le référendum du 20 septembre, on mesure mieux les dangers dont ce traité est porteur, et combien était justifié le vote massif pour le non.

De tout cela il faut bien déduire que, dans cette campagne électorale, les candidats du Parti Communiste Français représentent la seule force politique se situant sans ambiguité à gauche et, sur cette base, ouverte à toutes les possibiltés de rassemblement et d'action pour de véritables changements.

En m'accordant vos suffrages vous exprimerez votre accord avec ces objectifs et vous aurez la certitude que je ne dérogerai pas à mes engagements, que jamais je ne cautionnerai une politique leur tournant le dos.

Votre vote, joint à tous ceux qui se porteront sur les candidats du Parti Communiste Français, constituera la base d'un rassemblement populaire, nécessaire en tout état de cause pour ouvrir la voie du changement. Dans l'hypothèse du retour de la droite au pouvoir, le vote communiste créerait les meilleures conditions pour se défendre contre les méfaits prévisibles de sa politique.

Madame, Monsieur, je prends devant vous des engagements clairs et, en sollicitant vos suffrages, je vous donne l'assurance qu'ils ne seront pas utilisés à des fins partisanes.

Je souhaite seulement vous avoir convaincu d'émettre le 21 mars un vote conforme à vos intérêts.

CANDIDAT DE RASSEMBLEMENT DES FORCES DE PROGRES
présenté par le Parti Communiste Français

Vu, les candidats

imprimerie fagnola & Cie